

## COMMUNE DE JUSSAC

Accusé de réception en préfecture  
015-211500830-20210126-D2021-1-3-DE  
Date de télétransmission : 01/02/2021  
Date de réception préfecture : 01/02/2021

### délibération : D\_2021\_1\_3

L' an deux mille vingt et un, le mardi 26 janvier à 18 h 30, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire Salle polyvalente de Jussac, sous présidence de Monsieur RODIER Jean-François, Le Maire.

Nombre de conseillers en  
exercice : 19

Date de convocation du : 21 Janvier

Présents : 17

Votants : 19

**Présents :** Monsieur ANDRE Jean-Luc, Monsieur ARNAL André, Madame BASTIEN Joëlle, Madame CLUSE Nathalie, Madame COLOMB Yvette, Madame FOUSSAT Françoise, Monsieur GRAFFOUILLE Pierre, Monsieur LACROIX Michel, Madame MALHERBES Caroline, Madame PRADEL Céline, Monsieur RODIER Jean-François, Monsieur ROFFY Jacques, Madame ROUX Céline, Monsieur SCIORETO Cyrille, Monsieur VIOLE Willy, Madame DELHOSTAL Anne, Monsieur ROUX Hervé

### Objet : Autorisation d'engager et mandater les dépenses d'investissement avant le vote des budgets 2021

#### **Pouvoirs :**

Madame GANE Cécile a donné pouvoir à Monsieur SCIORETO Cyrille  
Madame LINARD Danielle a donné pouvoir à Madame FOUSSAT Françoise

#### **Absent(s) :**

**Excusé(s) :** Madame GANE Cécile, Madame LINARD Danielle

**Secrétaire de Séance :** Madame Anne DELHOSTAL

L'article L.1612-1 du Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT) prévoit que, dans l'attente du vote du Budget Primitif, le Maire, après autorisation du Conseil Municipal, peut engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement dans la limite du quart des crédits ouverts sur l'exercice précédent.

L'organe délibérant doit s'engager en contrepartie à inscrire les crédits nécessaires dans les budgets 2021.

Par contre, les crédits afférents au remboursement de la dette, ceux relatifs aux Restes à Réaliser de 2020 peuvent être liquidés sans contraintes de vote préalable du budget ou d'autorisation du Conseil.

Afin de ne pas retarder certaines opérations d'investissement et de garantir le respect des délais de paiement, il est proposé au Conseil de mettre en application les dispositions susvisées de l'article L.1612-1 du CGCT pour le budget 2021 de la Commune et pour chacun des chapitres ouverts au sein de ceux-ci dans les limites définies dans le tableau ci-dessous.

#### **Affectation et montant des crédits pouvant être engagés et mandatés avant le vote du BP COMMUNE 2021 :**

Chapitre _ Libellé nature	Crédits ouverts en 2020 (BP + DM) (hors reports)	Montant Autorisé avant le vote du BP 2021
20 - Immobilisations incorporelles	73 040.00	18 260.00
21 - Immobilisations corporelles	112 876.56	28 219.14
23 _ Immobilisations en cours	1 045 960.00	261 490.00
Total	1 231 876.56 (1 231 876.56 / 4 = 307 969.14)	307 969.14

#### **Après en avoir délibéré, à l'unanimité, le Conseil Municipal décide :**

- **DE PRENDRE** acte que Monsieur le Maire peut, avant le vote du budget 2021 de la Commune, liquider et mandater les Restes à Réaliser de 2020, le capital de la dette ;
- **D'AUTORISER** le Maire à engager, liquider et mandater les dépenses d'investissement de 2021 avant le vote du budget 2021 dans la limite des crédits et représentant 25 % maximum des crédits ouverts au budget de l'exercice 2020, non compris les crédits afférents au remboursement de la dette.
- **de reprendre** ces crédits au budget 2021.

Pour : 19 Contre : 0 Abstention : 0

Au registre sont les signatures,  
Pour copie conforme,  
**Le Maire,**  
**Jean-François RODIER**